

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

11 janvier 2021

PROPOSITION DE RESOLUTION

**concernant les encouragements et
le soutien apportés aux initiatives
internationales visant à condamner
le Myanmar pour les crimes
internationaux commis contre les Rohingyas**

(déposée par Mmes Vicky Reynaert et
Goedele Liekens)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

11 januari 2021

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de aanmoediging en
ondersteuning van internationale initiatieven
ter veroordeling van Myanmar
voor de internationale misdaden gepleegd
ten aanzien van de Rohingya**

(ingediend door de dames Vicky Reynaert en
Goedele Liekens)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La diversité culturelle caractérise le Myanmar, un État d'Asie du Sud-Est situé le long du golfe du Bengale, qui compte plus de 135 groupes ethniques minoritaires. La symbiose culturelle crée une atmosphère où les différentes cultures, langues et racines historiques se confondent, mais aussi se confrontent. Bien que les Rohingyas soient la plus grande minorité ethnique et religieuse musulmane sunnite du Myanmar, ils ne sont pas reconnus comme l'une des 135 minorités ethniques du pays. Depuis des décennies, les Rohingyas subissent de graves violations des droits de l'homme. Les origines peu claires de cette minorité ethnique sont à l'origine de nombreux appels à la haine et à la violence, qui font qu'ils sont toujours considérés comme des migrants bengalis illégaux par le gouvernement central et par les pays voisins, comme le Bangladesh.

Depuis 1962, des lois sont en vigueur au Myanmar dans le seul but de rendre la vie difficile aux Rohingyas et de les encourager à quitter le pays. Cette pratique est qualifiée en droit international de "nettoyage ethnique", tel que défini dans le rapport final de la Commission d'experts chargée d'enquêter sur les crimes commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie du 27 mai 1994, et a été décrite comme un acte contraire au droit international. La loi sur la citoyenneté du Myanmar de 1982, qui accorde la nationalité sur la base de l'ethnicité, a conduit à l'exclusion de la pleine citoyenneté pour les Rohingyas. Avec l'entrée en vigueur de cette loi, les Rohingyas ont perdu leur citoyenneté et sont donc devenus apatrides. Ils sont privés de droits civils et leur accès aux services de première nécessité s'en trouve dès lors entravé et même refusé. En raison de leur apatridie, ils n'ont pas non plus accès aux hôpitaux, ce qui est une pratique inacceptable, en particulier durant la crise du COVID-19.

Les Rohingyas du Myanmar sont une minorité ethnique et religieuse dont les droits humains sont gravement violés depuis plusieurs décennies. En effet, depuis 1962, certaines lois ont été adoptées au Myanmar dans le seul but de compliquer l'existence des Rohingyas et de les inciter à quitter ce pays.

Dès la fin 2016, l'armée du Myanmar a lancé une opération militaire de grande envergure contre les Rohingyas dans l'État de Rakhine, opération qui a dégénéré et s'est transformée en un châtiment collectif envers cette minorité et s'est accompagnée d'exécutions, de viols, de destruction par le feu de villages entiers et d'autres atrocités. Le recours généralisé à la violence

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Culturele diversiteit kenmerkt Myanmar, een staat in het zuidoosten van Azië langs de Golf van Bengalen, die bestaat uit meer dan 135 etnische minderheidsgroepen. De culturele symbiose creëert een sfeer waar verschillende culturen, talen en historische wortels samensmelten, maar ook met elkaar in conflict komen. De Rohingya zijn de grootste etnische en religieuze soennitische moslim-minderheid in Myanmar, maar worden echter niet erkend als één van de 135 etnische minderheden in het land. De Rohingya ondergaan reeds decennialang ernstige mensenrechtenschendingen. De onduidelijke herkomst van deze etnische minderheid ligt aan de oorsprong van de vele berichten die tot haat en geweld oproepen, waardoor ze door de centrale overheid en buurlanden, zoals Bangladesh, nog steeds worden beschouwd als illegale Bengaalse migranten.

Sinds 1962 zijn wetten van kracht in Myanmar met als enige doel de Rohingya het leven te bemoeilijken en hen aan te zetten om het land te verlaten. Dit wordt in het internationaal recht gekwalificeerd als "etnische zuivering", zoals beschreven in het eindverslag van de *Commission of experts of investigating the crimes committed within the territory of the Former Yugoslavia* van 27 mei 1994 en werd omschreven als zijnde een daad in strijd met het internationaal recht. De burgerschaps-wet van Myanmar in 1982, die nationaliteit verleent op basis van etniciteit, leidde tot de uitsluiting van volledig burgerschap voor de Rohingya. Door het van kracht worden van deze wet verloren Rohingya hun burgerschap en werden ze dus staatloos. Ze hebben geen burgerrechten en hun toegang tot basisvoorzieningen werd hierdoor bemoeilijkt en eveneens ontkend. Door hun staatloosheid verkrijgen ze ook geen toegang tot ziekenhuizen, wat in het bijzonder tijdens de COVID-19-crisis een onaanvaardbare praktijk is.

De Rohingya van Myanmar zijn een etnische en religieuze minderheid in Myanmar die al decennia ernstige mensenrechtenschendingen ondergaan. Sinds 1962 zijn wetten van kracht gegaan in Myanmar met als enige doel het leven van de Rohingya te bemoeilijken en hen aan te zetten het land te verlaten.

Vanaf het einde van 2016 lanceerde het Myanmarse leger een grootschalige militaire operatie tegen de Rohingya in de deelstaat Rakhine die ontaardde in een collectieve bestraffing van deze minderheid en gepaard ging met executies, verkrachtingen, het platbranden van hele dorpen en andere gruweldaden. Het daarbij wijdverspreide gebruik van seksueel geweld tegen de

à l'encontre des Rohingyas fait partie intégrante de la stratégie, ainsi que l'indique le rapport du secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité des Nations unies du 23 mars 2018 sur les violences sexuelles liées aux conflits. Dans son rapport du 18 septembre 2018, la Mission internationale indépendante d'établissement des faits de l'ONU sur le Myanmar est arrivée à la conclusion que la politique de l'autorité centrale du Myanmar visait entre autres spécifiquement à limiter les mariages et les naissances chez les Rohingyas. À cette fin, elle appelle au viol systématique des femmes Rohingyas. Cette violence sexuelle doit être qualifiée de viol génocidaire – comme l'a confirmé le Tribunal pénal international pour le Rwanda – parce qu'elle limite non seulement la fertilité potentielle, mais prive aussi les femmes de la possibilité de se marier ou d'avoir des enfants en raison de la honte qui plane sur ces victimes, honte qui entraîne leur répudiation par leurs familles et les incite à ne pas avoir d'enfants. Dans son rapport du 18 septembre 2018, la Mission internationale indépendante d'établissement des faits de l'ONU sur le Myanmar est arrivée à la conclusion que les Rohingyas étaient "menacés de génocide".

Les origines de cette tragédie ne datent pas d'hier. Depuis de nombreuses années, on observe une escalade de la violence dans l'État de Rakhine. La propagande haineuse, permanente et intensifiée visant cette minorité, la négation de leurs droits et leurs conditions de vie déplorables conjuguées à l'opération militaire menée à grande échelle par le Myanmar ont dès lors contraint les Rohingyas à fuir massivement ce pays dès 2017, principalement vers le Bangladesh. Selon les Nations unies, 909 000 Rohingyas séjournent dans des camps de réfugiés au Bangladesh. Par ailleurs, des centaines de milliers de réfugiés Rohingyas séjourneraient également dans d'autres pays voisins. Le Bangladesh et le Myanmar ont toutefois conclu des accords de rapatriement. En 2017, ces deux pays ont convenu de renvoyer 1 500 réfugiés Rohingyas dans l'État de Rakhine au Myanmar. En conséquence, les violences atroces visant leur extermination ont à nouveau augmenté depuis lors, ce qui indique qu'il ne s'agit pas d'une "épuration ethnique" et que des crimes sont effectivement commis: des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et un génocide.

Le 11 novembre 2019, la Gambie a intenté une action en justice auprès de la Cour internationale de Justice de La Haye contre le Myanmar. Se fondant notamment sur les constats décrits plus bas, ce pays d'Afrique a accusé le Myanmar de génocide à l'encontre de la minorité islamiste des Rohingyas. Le 23 janvier 2020, la Cour internationale de Justice a décidé, à l'unanimité, dans une ordonnance relative à des mesures d'urgence, que le Myanmar devait prendre immédiatement des mesures afin de protéger les Rohingyas et de conserver les preuves

Rohingya was volgens de VN een integraal onderdeel van de strategie zoals genoteerd in het rapport aan de VN-Veiligheidsraad van de Secretaris-Generaal over "conflictgerelateerd seksueel geweld" van 23 maart 2018. Het rapport van 18 september 2018 van de "*Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar*" besloot dat het beleid van de centrale overheid in Myanmar specifiek tot doel heeft om o.a. de huwelijken en geboortes bij de Rohingya te beperken. Hiervoor roept het op tot systematische verkrachting van Rohingya-vrouwen. Het seksuele geweld moet worden gekwalificeerd als genocidale verkrachting – zoals bevestigd door het Internationaal Straftribunaal voor Rwanda – omdat het niet alleen de mogelijke vruchtbaarheid beperkt, maar ook de mogelijkheid van de vrouwen ontnemt om te trouwen of kinderen te baren door de schande die er over de slachtoffers heerst, en waardoor deze slachtoffers uiteindelijk door hun eigen familie worden verstoten en kinderloos achterblijven. De "*Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar*" besloot in haar rapport op 18 september 2018 dat de Rohingya "met genocide bedreigd werden".

De wortels van deze tragedie waren reeds lang aanwezig. Al jaren nam het geweld in de deelstaat Rakhine toe. De aanhoudende en geïntensiveerde haatpropaganda gericht tegen de Rohingya, het ontkennen van hun rechten en hun erbarmelijke levensomstandigheden gekoppeld aan de grootschalige militaire operatie door het Myanmarese leger leidde vanaf 2017 dan ook tot een massale vlucht van de Rohingya naar voornamelijk Bangladesh. Volgens de Verenigde Naties verblijven 909 000 Rohingya in vluchtelingenkampen in Bangladesh. Daarnaast verblijven ook honderdduizenden Rohingya-vluchtelingen in andere buurlanden. Bangladesh en Myanmar sloten echter verschillende repatriëringsakkoorden. Beide landen kwamen in 2017 overeen om 1 500 gevluchte Rohingya per week terug te sturen naar de deelstaat Rakhine in Myanmar, waardoor de gruwelijke gewelddaden van uitroeiing sindsdien opnieuw zijn toegenomen. Dit toont aan dat het niet om "etnische zuivering" gaat, maar er weldegelijk misdaden worden gepleegd, zoals oorlogsmisdaden, misdaden tegen de mensheid en genocide.

Gambia heeft op 11 november 2019 een rechtszaak aangespannen tegen Myanmar bij het Internationaal Gerechtshof in Den Haag. Het Afrikaanse land beschuldigt Myanmar ervan onder meer op basis van de bovenstaande vaststellingen genocide te hebben gepleegd tegen de islamitische Rohingya-minderheid. Op 23 januari 2020 oordeelde het Internationaal Gerechtshof in een beschikking betreffende voorlopige maatregelen unaniem dat Myanmar onmiddellijk maatregelen dient te nemen om de Rohingya te beschermen en om de

des crimes commis à leur rencontre. Selon ses dix-sept juges, les Rohingyas sont effectivement exposés à un risque considérable de génocide au Myanmar. Cette ordonnance est contraignante mais la Cour internationale de Justice ne dispose d'aucun moyen de contraindre ou de sanctionner les États en cas de non-exécution. Si cette ordonnance constitue un premier pas important, elle est toutefois insuffisante. Jusqu'à présent, les criminels ont continué à jouir de l'impunité et les crimes atroces à l'égard des Rohingyas se sont poursuivis.

La victoire politique de Aung San Suu Kyi en 2012 a fait naître l'espoir qu'il serait enfin mis fin à ces nombreuses violations atroces des droits humains. Au cours d'une interview réalisée durant son assignation à résidence, puis publiée dans le livre intitulé *"The Voices of Hope"*, Aung San Suu Kyi a clairement indiqué que le Myanmar ne pourrait devenir un État de droit démocratique que si toutes ses minorités ethniques étaient respectées. Cette perspective prometteuse – l'espoir que la démocratie, les droits de l'Homme, la justice et la liberté l'emporteraient après sa victoire – ne s'est pas du tout confirmée. La raison en est simple: le pouvoir de l'armée du Myanmar – appelée *"tadmadaw"* – est déterminant pour sa carrière politique. Sans le soutien de cette armée, elle ne pourra pas rester au pouvoir, ce qui affaiblit fortement sa position à l'égard des crimes commis dans l'État de Rakhine.

Selon Winston Churchill, le génocide est un "crime sans nom" parce qu'il est tellement effroyable et inhumain qu'il ne peut pas être nommé. Après la Seconde Guerre mondiale, la communauté internationale a promis de ne "plus jamais" l'admettre. Malheureusement, nous constatons que des génocides ont encore lieu aujourd'hui. En 2021, c'est inadmissible et il est de notre devoir de sauver cette minorité ethnique, et de mettre fin, avec la communauté internationale, à cette longue pratique tacite d'élimination, de meurtres, de tortures, de viols, etc. Nous sommes persuadés que l'intégration de mécanismes de responsabilisation puissants et transparents en droit national et international joue un rôle déterminant dans la prévention des génocides et d'autres violations du droit international. La Belgique pourrait dès lors s'employer à rallier le soutien de la communauté internationale à cette cause et à apporter toute l'aide et l'expertise possibles aux enquêteurs et aux juristes en vue d'aboutir à des poursuites pénales effectives.

bewijzen van de gepleegde misdaden veilig te stellen. Volgens de zeventien rechters lopen de Rohingya in Myanmar wel degelijk een aanzienlijk risico om slachtoffer te worden van genocide. De beschikking is bindend, maar het Internationaal Gerechtshof heeft geen middelen om staten te dwingen of te straffen bij niet-uitvoering. De beschikking is een belangrijke eerste stap, maar toch is dit niet voldoende. Tot op de dag van vandaag gaan de misdadigers echter vrijuit en blijven de gruwelijke misdaden ten aanzien van de Rohingya plaatsvinden.

De politieke overwinning van Aung San Suu Kyi in 2012 bracht de hoop met zich mee dat er eindelijk een einde zou komen aan de talrijke gruwelijke mensenrechtenschendingen. In een interview tijdens haar huisarrest, later vrijgegeven in *"The Voices of Hope"*, stelde ze duidelijk dat Myanmar enkel en alleen kan uitgroeien tot een democratische rechtsstaat indien alle etnische minderheden in het land worden gerespecteerd. Het veelbelovende vooruitzicht – de hoop dat democratie, mensenrechten, rechtvaardigheid en vrijheid zouden floreren na haar overwinning – heeft in alle opzichten gefaald. De reden hiertoe is eenvoudig: de macht van het Myanmarese leger – de *"tatmadaw"* – is bepalend voor haar politieke carrière. Zonder de steun van het leger kan ze niet aan de macht blijven, waardoor haar positie ten aanzien van de misdaden gepleegd in de deelstaat Rakhine heel zwak is.

Genocide werd door Sir Winston Churchill omschreven als *"the crime without a name"*, omdat het een misdaad is, zo afschuwelijk, zo onmenselijk, dat ze niet kan benoemd worden. Na de Tweede Wereldoorlog beloofde de internationale gemeenschap plechtig *"never again"*. Helaas stellen we vast dat tot op de dag van vandaag genocides worden gepleegd. Anno 2021 is dit onaanvaardbaar. Het is onze plicht om deze etnische minderheid te redden en om, samen met de internationale gemeenschap, een eind te brengen aan deze jarenlange stilzwijgende praktijk van uitroeiing, moord, foltering, verkrachting, enz. Wij zijn ervan overtuigd dat sterke en transparante verantwoordingsmechanismen in nationaal en internationaal recht een belangrijke rol spelen in het voorkomen van genocides en andere schendingen van het internationaal recht. België kan zich dan ook inspannen om verdere internationale steun te vergaren voor deze zaak en om alle mogelijke steun en expertise te geven aan de onderzoekers en juristen om tot een effectieve strafvervolg te komen.

Vicky REYNAERT (sp.a)
Goedele LIEKENS (Open Vld)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que le génocide est également appelé “le crime des crimes” et que la communauté internationale a promis, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, de ne plus jamais admettre aucun génocide;

B. attirant l’attention sur la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, également appelée “Convention sur le génocide”, adoptée et proposée à la signature et à la ratification ou à l’adhésion le 9 décembre 1948, et effectivement entrée en vigueur le 12 janvier 1951;

C. attirant l’attention sur le fait que le Myanmar a ratifié la Convention sur le génocide le 14 mars 1956;

D. renvoyant à l’avis intitulé “Réserves à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide” de la Cour internationale de Justice de La Haye de 1951, qui dispose que la Convention sur le génocide relève du *jus cogens*, ce qui lui confère un caractère contraignant à l’égard des États qui n’ont pas adhéré à la Convention sur le génocide;

E. vu l’action en justice intentée par la Gambie auprès de la Cour internationale de Justice de La Haye contre le génocide de la minorité rohingyas au Myanmar;

F. vu l’arrêt de la Cour internationale de Justice de La Haye du 23 janvier 2020 reconnaissant unanimement qu’il existe un risque considérable que les Rohingyas soient victimes d’un génocide et disposant que le gouvernement du Myanmar doit immédiatement mettre fin à ses pratiques et protéger la minorité ethnique, et que tous les moyens doivent être mis en œuvre pour rassembler des preuves;

G. considérant que la Belgique reconnaît à la Cour internationale de Justice de La Haye un rôle majeur dans la recherche de la justification au regard du droit international;

H. vu la décision de la Chambre préliminaire de la Cour pénale internationale de La Haye du 14 novembre 2019 d’ouvrir une enquête sur les crimes contre l’humanité perpétrés contre les réfugiés rohingyas au Bangladesh (pour partie au Statut de Rome) et leur expulsion vers le Myanmar (non partie au Statut de Rome), étant donné que ces actes relèvent effectivement de la juridiction de la Cour pénale internationale;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het feit dat genocide ook wel “*the crime of crimes*” wordt genoemd en er na de Tweede Wereldoorlog door de internationale gemeenschap werd beloofd om dit nooit meer te laten gebeuren;

B. attendeert op het Verdrag inzake de voorkoming en de bestraffing van Genocide, ook bekend als het Genocideverdrag, dat op 9 december 1948 werd goedgekeurd en voorgesteld voor ondertekening en ratificatie of toetreding, en op 12 januari 1951 effectief in werking trad;

C. attendeert dat Myanmar het Genocideverdrag op 14 maart 1956 heeft geratificeerd;

D. verwijst naar het advies “*Reservations to the Convention on the Preservation and Punishment of the Crime of Genocide*” van het Internationaal Gerechtshof in Den Haag van 1951, dat stelt dat het Genocideverdrag tot het *jus cogens* behoort en daarmee ook bindend is ten aanzien van de staten die niet tot het Genocideverdrag zijn toegetreden;

E. gelet op de rechtszaak die Gambia op 11 november 2019 heeft aangespannen bij het Internationaal Gerechtshof in Den Haag voor de genocide tegen de Rohingya minderheid in Myanmar;

F. gelet op de uitspraak van het Internationaal Gerechtshof in Den Haag van 23 januari 2020 die unaniem stelt dat er een aanzienlijk risico is voor de Rohingya om slachtoffer te worden van genocide, de regering in Myanmar diens praktijken onmiddellijk moet stopzetten en de etnische minderheid dient te beschermen, en dat alle inspanningen dienen te worden geleverd om het bewijsmateriaal te verzamelen;

G. overwegende dat voor België het Internationaal Gerechtshof een belangrijke rol speelt bij het nastreven van verantwoording ten aanzien van het internationaal recht;

H. gelet op de beslissing van de Kamer van Vooronderzoek van het Internationaal Strafhof in Den Haag van 14 november 2019 om het onderzoek te openen naar de misdaden tegen de mensheid gepleegd op de Rohingya-vluchtelingen in Bangladesh (wel partij bij het Statuut van Rome) en diens deportatie naar Myanmar (geen partij bij Statuut van Rome), daar deze daden wel tot de jurisdictie van het Internationaal Strafhof behoren;

I. vu la possibilité existant, au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, de saisir officiellement la Cour pénale internationale de La Haye de cette cause bien que le Myanmar n'ait ni signé, ni ratifié le Statut de Rome, pour autant que la Chine et la Russie s'y rallient et n'usent pas de leur droit de veto;

J. vu la résolution du Parlement européen du 19 septembre 2019 demandant aux États membres européens de s'efforcer de faire traduire les responsables des crimes commis au Myanmar devant des instances multilatérales;

K. vu la motion de la *Tweede Kamer* néerlandaise concernant une possibilité de traduire le Myanmar devant la Cour internationale de Justice et l'intention du ministre des Affaires étrangères Blok d'explorer toutes les possibilités de soutenir et d'assister la Gambie dans le cadre de cette action en justice;

L. constatant que, dans son rapport publié le 18 septembre 2018, la Mission internationale indépendante d'établissement des faits de l'ONU sur le Myanmar conclut que les Rohingyas ont subi les crimes les plus graves au regard du droit international, éventuellement sous la responsabilité de cet État, et que les instances compétentes doivent aujourd'hui enquêter à ce sujet;

M. renvoyant au rapport de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits de l'ONU sur le Myanmar, qui démontre l'existence d'un quintuple projet de génocide délibéré visant l'extermination des Rohingyas et renvoyant, à cet égard, au génocide perpétré contre les Tutsis et à l'holocauste;

N. soulignant que la destruction culturelle matérielle et immatérielle systématique des Rohingyas et les assassinats systématiques d'enseignants, de prêtres et d'artistes ont pour but d'exterminer l'identité intrinsèque de cette minorité ethnique et s'inscrivent dans le cadre d'un projet de génocide délibéré;

O. soulignant que les Rohingyas sont totalement exclus de la société et n'ont donc pas pu participer aux élections législatives du 8 novembre 2020 au Myanmar;

P. renvoyant au communiqué de presse du porte-parole du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) du 9 novembre 2020 sur les élections législatives du 8 novembre au Myanmar et l'importante transition démocratique,

I. gelet op de mogelijkheid om binnen de VN-Veilighedsraad de zaak door verwijzing officieel ahangig te maken voor het Internationaal Strafhof in Den Haag, ondanks dat Myanmar het Statuut van Rome niet heeft ondertekend, noch geratificeerd heeft, indien ook China en Rusland over de streep worden getrokken en hun vetorecht niet gebruiken;

J. gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 19 september 2019 die de Europese lidstaten oproept om ervoor te zorgen dat diegenen die misdaden hebben begaan in Myanmar hiervoor verantwoordelijk worden gesteld in multilaterale fora;

K. gelet op de motie in de Tweede Kamer van Nederland over de mogelijkheid om Myanmar te dagen voor het Internationaal Gerechtshof en de intentie van minister van Buitenlandse Zaken Blok om alle mogelijkheden van steun en assistentie aan Gambia voor deze rechtszaak te verkennen;

L. constaterende dat de "*Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar*" in haar rapport zoals gepubliceerd op 18 september 2018 concludeert dat er ten aanzien van de Rohingya de ernstigste misdrijven onder het internationaal recht zijn gepleegd, mogelijks leidend tot staatsaansprakelijkheid, en het nu aan de daartoe bevoegde instanties is om dit te onderzoeken;

M. verwijst naar het rapport "*Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar*", dat aantoonst dat er wel degelijk een vijfvoudig intentioneel plan tot genocide, om de Rohingya volledig uit te roeien, kan worden aangetoond en hiervoor ook werd verwezen naar de genocide van de Tutsi's en de Holocaust;

N. wijst erop dat de systematische materiële culturele vernieling en de immateriële culturele teloorgang van de Rohingya en de systematische moorden op leerkrachten, priesters en artiesten de intrinsieke identiteit van deze etnische minderheid tracht uit te roeien en deel uitmaakt van het intentioneel genocidaal plan;

O. wijst erop dat de Rohingya volledig zijn uitgesloten van de maatschappij en daarom ook niet hebben kunnen deelnemen aan de algemene verkiezingen van 8 november 2020 in Myanmar;

P. verwijst naar het persbericht van de woordvoerder van de Europese Dienst voor Extern Optreden (EEAS) van 9 november 2020 inzake de algemene verkiezingen in Myanmar van 8 november 2020 en de belangrijke democratische overgang,

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de condamner fermement, par voie diplomatique, les crimes graves et les violations flagrantes des droits de l'Homme perpétrés contre les Rohingyas, et d'attirer l'attention sur l'ordonnance de la Cour internationale de Justice de La Haye imposant la prise de mesures immédiates pour prévenir de nouveaux actes de génocide;

2. de recenser les violations flagrantes des droits de l'Homme, les crimes de droit international et les atrocités infligés aux Rohingyas par le Myanmar, d'intensifier la pression sur les enceintes européennes et internationales et d'insister pour que la Cour internationale de Justice soit officiellement saisie, et d'engager un dialogue entre l'Union européenne et l'ANASE;

3. de recourir à la voie diplomatique pour rappeler au Myanmar que l'exclusion des élections législatives des Rohingyas et d'autres minorités ethniques dans l'État de Rakhine constitue une violation de la démocratie et du droit à la participation;

4. d'exhorter le Myanmar à donner immédiatement suite à l'ordonnance de la Cour internationale de Justice de La Haye, et à autoriser la présence d'observateurs indépendants dans ce pays afin de veiller à l'exécution correcte de cette décision;

5. de soutenir les mesures provisoires déjà imposées par la Cour internationale de Justice de La Haye et les autres mesures qu'elle pourrait imposer ultérieurement et de faciliter leur mise en œuvre intégrale;

6. de soutenir et de faciliter l'action en justice intentée par la Gambie devant la Cour internationale de Justice contre le Myanmar dans l'attente d'une décision définitive et de se rallier aux initiatives prises par les Pays-Bas et le Canada à cet égard;

7. de préconiser, au niveau international, en concertation avec l'ANASE, la création d'un tribunal pénal hybride, comme le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL) ou les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC), afin de mettre concrètement en œuvre l'ordonnance de la Cour internationale de Justice

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. met klem de ernstige misdaden en grove mensenrechtenschendingen, gepleegd ten aanzien van de Rohingya, op diplomatiek niveau te veroordelen en te wijzen op de beschikking van het Internationaal Gerechtshof in Den Haag die stelt dat er onmiddellijk maatregelen moeten worden genomen om verdere daden van genocide te voorkomen;

2. om de grove mensenrechtenschendingen, misdaden tegen het internationaal recht en de gruwelijkheden ten aanzien van de Rohingya door Myanmar aan te kaarten en de druk op Europese en internationale fora te verhogen, en aan te dringen voor een officiële verwijzing naar het Internationaal Strafhof in Den Haag en een dialoog tussen EU en ASEAN aan te gaan;

3. om Myanmar via diplomatieke weg erop te wijzen dat de uitsluiting van Rohingya en andere etnische minderheden in de staat Rakhine, tijdens de algemene verkiezingen, de democratie en het recht op participatie schendt;

4. om Myanmar te verzoeken onmiddellijk gevolg te geven aan de beschikking van het Internationaal Gerechtshof in Den Haag en om onafhankelijke waarnemers toe te laten tot het land teneinde de correcte uitvoering ervan na te gaan;

5. om de voorlopige maatregelen die het Internationaal Gerechtshof heeft opgelegd, alsook verdere maatregelen die het mogelijks zal opleggen, te ondersteunen en hulp aan te bieden bij de volledige implementatie ervan;

6. om de zaak die Gambia bij het Internationaal Gerechtshof heeft aangespannen tegen Myanmar verder te ondersteunen en te faciliteren in aanloop naar een definitieve uitspraak en zich aldus aan te sluiten bij de initiatieven van Nederland en Canada hieromtrent;

7. om op internationaal niveau, in samenspraak met ASEAN, te pleiten voor de oprichting van een hybride straftribunaal, zoals het Speciaal Hof voor Sierra Leone (SCSL) of de Buitengewone Kamers van de Rechtbanken van Cambodja (ECCC), om concreet gevolg te geven aan de beschikking van het Internationaal Gerechtshof,

indiquant que les Rohingyas sont effectivement menacés de génocide, et de traduire en justice les responsables de ces crimes odieux.

11 décembre 2020

die stelt dat de Rohingya wel degelijk het gevaar lopen om slachtoffer te worden van een genocide, en de verantwoordelijken voor deze gruwelijke misdaden voor justitie te brengen.

11 december 2020

Vicky REYNAERT (sp.a)
Goedele LIEKENS (Open Vld)